

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Editorial

Les tâches qui nous attendent

Après deux mois d'interruption auxquels nous obligeons chaque année, durant les congés, nos modestes moyens financiers, notre quotidien reparait. Bien des événements qui se sont produits entre-temps viennent confirmer et préciser les tâches auxquelles est confrontée aujourd'hui la classe ouvrière.

En France, le gouvernement Giscard-Barre a pu venir à bout de plusieurs des luttes restées trop morcelées qui avaient éclaté au printemps. Il est parvenu à signer avec les directions syndicales un certain nombre d'accords dont il compte se servir pour tenter de diviser les travailleurs et d'atténuer leurs luttes. L'augmentation importante des prix, l'ampleur des licenciements prévus par le gouvernement lui-même et du chômage, pendant que les états-majors des partis de gauche continuent à s'adonner à leur coutumière polémique, montrent la seule voie efficace : s'unir à la base et dans l'action pour mener la lutte classe contre classe contre le patronat et son gouvernement.

Mais la situation dans notre pays ne doit pas nous faire oublier ce qui se passe à l'échelle du globe entier où la rivalité entre l'URSS et les USA fait rage. En deux mois, les événements se sont succédés avec une rapidité propre à attirer l'attention. Tandis que la baisse du dollar attestait du déclin persistant des USA, l'URSS a poursuivi son offensive. Après avoir suscité un coup d'État en Afghanistan, recouru à l'assassinat au Yémen, elle a intégré le Vietnam au Comecon dans le but de le lier plus étroitement à ses intérêts pour en faire un nouveau Cuba en Asie, étendant à ce continent la guerre et la politique d'agression.

Dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'URSS continue à accumuler, par sa politique agressive sur plusieurs continents, les menaces de guerre mondiale. Mais elle se heurte à de sérieuses difficultés en raison de la résistance des peuples du monde. Le voyage du président Houa Kouo-feng en Yougoslavie, Roumanie, Iran, le traité d'amitié sino-japonais témoignent du rôle actif que joue la Chine pour construire dans ce sens le front uni mondial antihégémonique le plus large contre les superpuissances. C'est dans le cadre de cette lutte des peuples et pays à l'échelle du globe que la classe ouvrière de France doit aussi inscrire son combat. N'oublions pas à ce sujet que l'objectif stratégique de l'URSS c'est toujours la conquête de cette Europe au sein de laquelle notre pays se trouve ; c'est dire l'importance primordiale de renforcer, outre l'unité de notre peuple avec les peuples du tiers monde, l'unité des peuples européens. C'est dire aussi l'importance que revêtira en juin prochain l'élection du Parlement européen, dans la mesure où il témoigne de l'avancée de la construction d'une Europe qui gêne les plans des superpuissances.

Jean QUERCY



Séminaire de Rambouillet

UN GOUVERNEMENT HEU-REUX !

(Voir notre article en page 3)

Quatre Français libérés en Argentine

Continuer la lutte !

Quatre Français détenus en Argentine ont été libérés dimanche. Ils étaient emprisonnés depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Gérard Guillemot avait été arrêté le 6 mars 1974, Michel Benasayag le 18 mars 1975, Hector Abrile le 14 mars 1976. Nous ne connaissons pas la situation de Robert Sanchez, le dernier libéré. Quatre autres emprisonnés français devraient être libérés rapidement selon l'avocat des Français détenus.

Ces libérations constituent un premier résultat de la campagne entreprise pour le boycott de la Coupe du monde de football, campagne internationale qui a permis une très large prise de conscience de la réalité argentine. Les négociations entre les gouvernements français et argentin sont la conséquence de cette campagne. Auparavant, les autorités françaises avaient ignoré les prisonniers.

Cependant la situation n'a pas changé en Argentine. On n'a aucune nouvelle des neuf autres Français disparus. Certains ont sans doute été assassinés comme les deux religieuses. D'autre part, les arrestations continuent comme en témoignent celles de nos camarades du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine. Parmi ces camarades figure Roberto Cristina, secrétaire général du PC (ml) A. Des ouvriers,



Le général Videla dans les bras d'un cardinal (l'Église accueille bien ses fils !).

employés, enseignants, étudiants ont été arrêtés durant la seconde quinzaine de juillet.

La lutte doit donc se poursuivre contre la junte. La venue de Videla à Rome, l'intronisation du pape a été l'occasion d'une campagne d'explications. Samedi, Amnesty International avait envoyé un appel de 27 000 signatures au nouveau pape pour qu'il intervienne afin d'obtenir la liste complète des prisonniers politiques et des renseignements sur les quinze mille disparus, la fin de l'utilisation de la torture et la libération des détenus pour délit d'opinion.

Un appel a été lancé

par plusieurs associations catholiques. Cet appel déclarait entre autres choses : « Qui se sent le courage de prier avec Videla ? Comment peut-on être en communion avec le plus haut représentant d'un pays où l'assassinat, la séquestration de personnes et la disparition sont de règle ? »

Une manifestation de protestation à proximité de la place Saint-Pierre a eu lieu dimanche. Les manifestants ont lâché des ballons soutenant une banderole portant l'inscription « Videla assassin ». La police a sauvagement réprimé les manifestants.

SOMMAIRE

Aiguilleurs du ciel

Aussi tenaces que le ministre (lire page 4)

Principaux événements de l'été

« Sur le front des luttes, quelques leçons significatives ». A gauche, la polémique continue. Le PCF se divise sur l'URSS (lire pages 6 et 7).

Communiqué de la 4e session du CC du PCMLF

Communiqué du Bureau politique du PCMLF

Soutien aux étudiants iraniens (lire page 4)

Iran : quand un peuple se lève

Lire notre dossier en page 8.

Rétrospective

Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie



Du 16 au 21 août, Houa Kouo-feng, président du Parti communiste chinois et Premier ministre du gouvernement chinois, a effectué une visite officielle en Roumanie. Du 21 au 29 août, il a ensuite visité la Yougoslavie. C'est la première fois que le plus haut dirigeant du Parti communiste chinois visite des pays d'Europe depuis 1957.

Ces deux visites et les entretiens au sommet que Houa Kouo-feng a eus avec Nicolas Ceaucescu, secrétaire général du Parti communiste roumain et Josip Broz Tito, président de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), ont permis un important renforcement sur tous les plans des relations entre la Chine et respectivement la Roumanie et la Yougoslavie. Tant à Bucarest qu'à Belgrade, la population a réservé un accueil extrêmement chaleureux aux visiteurs chinois.

Au banquet d'honneur à Bucarest, N.Ceaucescu a indiqué la signification de cet accueil :

« L'accueil chaleureux et amical que la capitale de notre patrie vous a réservé aujourd'hui — tout comme les manifestations inoubliables que le peuple chinois nous avait prodiguées pendant notre visite dans votre beau pays — met fortement en évidence, une fois de plus, qu'entre la République socialiste de Roumanie et la République populaire de Chine, entre le Parti communiste roumain et le Parti communiste chinois, entre les peuples de nos pays, se sont établies et se développent de profondes relations d'amitié, de collaboration étroite et de solidarité, fondées sur l'estime et le respect mutuels, sur les principes et les idéaux du socialisme et de la paix... »

Le président Tito a, de son côté, analysé ainsi les principes des relations entre les deux pays : « Nous avons déjà eu l'occasion de confirmer — tout en le mettant en œuvre dans la pratique — que la coopération entre la Yougoslavie et la Chine se fonde sur les principes universels d'indépendance, d'égalité en droits, de non-ingérence et de respect mutuel, ainsi que sur le respect des différences objectives résultant de nos situations respectives dans le monde et distinguant nos options dans la politique. »

De nombreux accords de coopération économique ont été signés tant à Bucarest qu'à Belgrade.

Les visites du président du Parti communiste chinois en Roumanie et en Yougoslavie revêtent une grande importance tant pour ces deux pays que pour l'Europe de l'Est tout entière.

Les relations bilatérales développées à cette occasion reposent sur la stricte égalité des deux partis sur la non-ingérence dans les affaires intérieures, sur l'avantage et le consentement mutuels. Principes soulignés avec force par Houa Kouo-feng, par Ceaucescu et par Tito.

Dans les faits, les visites du président chinois ont constitué un soutien

aux efforts de la Roumanie et de la Yougoslavie pour défendre et maintenir leur indépendance face aux pressions soviétiques.

Ceci n'est pas du tout du goût de l'URSS. Pendant toute la tournée européenne de Houa Kouo-feng, la presse soviétique n'a pas cessé de lancer des attaques furieuses contre la Chine, allant même jusqu'à reprocher à la presse yougoslave et à la presse roumaine de trop parler de la visite du président chinois. N'est-ce pas là une ingérence dans les affaires intérieures de ces pays ?

Cela lui a d'ailleurs valu des réponses cinglantes de la part des presses roumaine et yougoslave.

En vérité, l'URSS a peur qu'attirés par les exemples d'indépendance de la Roumanie et de la Yougoslavie, d'autres pays d'Europe de l'Est ne soient tentés de s'engager à leur tour dans la voie de l'indépendance et que ne se fissure ainsi un empire sur lequel elle voudrait dominer sans partage.

Jean SCHUBERT

(Demain nous parlerons du voyage de Houa Kouo-feng en Iran).

Nicaragua

Somoza : pour combien de temps encore ?

La lutte du peuple nicaraguayen contre la dictature de la famille de Somoza, qui détient depuis quarante ans les rênes du pouvoir et la majeure partie des richesses du pays a pris une nouvelle ampleur à la fin du mois d'août à la suite de la prise d'otages d'une soixantaine de « députés » par les Sandinistes. Cette action, qui s'est terminée par un succès pour les Sandinistes, a été accueillie par les applaudissements du peuple de Managua, la capitale du pays.

Depuis le mois de janvier, les grèves générales se sont succédées aux grèves générales, chaque fois réprimées violemment par le dictateur Somoza. Pourtant, malgré cette épreuve de force colossale, l'opposition n'a pu être écrasée comme le montre la situation actuelle.

UNE VÉRITABLE GUERRE DU PEUPLE

Aujourd'hui, tout le Nicaragua est paralysé par la grève générale. Dans certaines villes, on assiste à une véritable insurrection populaire. A Matagalpa notamment, la troisième ville du pays, c'est une véritable guerre entre la population et la garde nationale dirigée par le fils du dictateur qui, ne pouvant venir à bout de la révolte n'a pas hésité à bombarder la ville.

Somoza est complètement isolé ; la bourgeoisie elle-même s'est associée au mouvement de grève générale. Toute la vie du pays étant aux mains de quelques familles et de l'impérialisme américain, ce régime constitue une gêne pour le développement de celle-ci.

UN DILEMME POUR LES USA

Quant à l'impérialisme américain, il s'inquiète de la situation dont il porte la responsabilité première. Pour préserver ses intérêts, il lui faut à tout prix stopper l'insurrection populaire (70 % des investissements étrangers au Nicaragua sont entre les mains de quelques firmes américaines). Pour cela, il se trouve face à deux alternatives. Ou continuer à

maintenir en place la dictature de Somoza et poursuivre donc cette politique d'épreuve de force. C'est la solution qui a été choisie jusqu'à présent, mais elle n'a pas abouti au but espéré qui était celui d'écraser la révolte populaire contre le régime.

L'autre alternative consisterait à remettre le pouvoir aux mains de l'opposition libérale qui représente les intérêts de la bourgeoisie nationale.

Cependant, cette solution constituerait un danger pour l'impérialisme américain qui n'aura plus alors les mains aussi libres qu'avec Somoza, il ne lui suffira plus d'exiger pour voir ses désirs exaucés.

Entre ces deux possibilités, l'impérialisme américain n'a toujours pas choisi ; il est toujours en rapport avec les représentants de la dictature ainsi qu'avec ceux de l'opposition libérale. Il s'agit pour lui de mettre fin à la situation présente en essayant de limiter les dégâts pour ses intérêts.

Quoiqu'il en soit, la répression atroce se poursuit à mesure que croît le soulèvement populaire. Une situation qui ne peut plus durer longtemps.

Evelyne LE GUEN.

Le traité sino-japonais

Une victoire pour la paix

La signature du traité sino-japonais, le 12 août à Pékin, fut l'un des faits les plus marquants de cet été dans le domaine des relations internationales. Il est le résultat de négociations qui ont duré plusieurs mois.

UNE CLAUSE ANTIHÉGEMONIQUE

Le gouvernement chinois proposait d'inclure dans ce traité de paix une clause antihégémonique. Le gouvernement japonais n'a pas répondu immédiatement d'une manière positive à cette demande, subissant des pressions de l'URSS qui, par tous les moyens, a tenté de s'opposer à la conclusion d'un tel traité. La clause antihégémonique stipule : « Les parties contractantes déclarent qu'aucune d'elles ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique ou dans quelque autre région et que chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par tout autre État ou groupe d'États pour s'as-

surer une telle hégémonie. »

UNE VICTOIRE DIPLOMATIQUE POUR LA CHINE

C'est la première fois qu'une telle clause apparaît dans les traités internationaux et nous espérons qu'elle sera le début d'une série de traités de ce type qui isolent les deux superpuissances. Ce traité concrétise l'union entre un pays du tiers monde et un pays du second monde et montre qu'il est possible que deux pays à systèmes sociaux différents trouvent un terrain d'entente pour travailler en faveur de la paix.

La signature de ce traité représente une victoire diplomatique évidente



pour la Chine sans pour cela qu'elle soit le résultat d'un diktat. Le gouvernement japonais a pris la décision de conclure ce traité sans pression aucune de la part de la Chine. Au contraire, le peuple japonais a eu à faire face durant cette période à de nombreuses pressions de la part de l'URSS.

ÉCHEC TOTAL POUR L'URSS

Pressions qui s'exprimaient tant par la carotte que par le bâton. La carotte, c'était les offres commerciales particulièrement avantageuses ; le bâton, c'était les manœuvres militaires dans les îles Kouriles, îles qui

font partie intégrante du territoire japonais mais qui sont aujourd'hui sous la coupe de l'URSS. La superpuissance soviétique espérait par là aboutir à la conclusion d'un traité entre les deux États, sans remettre en cause sa domination sur les îles Kouriles.

En fait, ces pressions n'ont fait qu'accroître les craintes du Japon face à la superpuissance soviétique et n'ont eu pour effet que de précipiter la conclusion du traité sino-japonais.

Ce traité aura pour but également de rapprocher davantage les deux États sur tous les plans, économique, culturel etc.

Evelyne LEGUEN

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

DANS L'ACTUALITE

La rencontre Carter, Begin, Sadate

Un sommet de la dernière chance

Le président égyptien Anouar El Sadate est arrivé à Paris lundi, avant de poursuivre son voyage, mardi, en direction des États-Unis où il doit rencontrer Carter et Begin pour la dernière tentative afin d'aboutir à un accord au Proche-Orient.

L'enjeu est simple, le point de base de tout accord est l'acceptation par le gouvernement israélien de la résolution 242 de l'ONU, résolution qui stipule qu'Israël doit se retirer des territoires occupés, y compris de la Cisjordanie. Begin refuse cette éventualité qui, selon lui, remettrait en cause la « sécurité » de l'État sioniste. C'est, on peut le rappeler, au nom de cette « sécurité » qu'Israël a envahi en mars dernier le Sud-Liban.

L'acceptation de cette résolution constituerait un recul par rapport à la politique menée jusqu'à présent, une politique qui rencontre de plus en plus d'opposants en Israël même. De nombreuses voix s'élevaient contre cette agression et le « Mouvement pour la paix dès maintenant » était constitué. Ce mouvement a pour slogan : mieux vaut la paix sans territoire que des territoires sans la paix.

Cette paix à laquelle aspirent bon nombre d'Israéliens était apparue comme quelque chose de concevable, de réalisable à la suite

des rencontres qui eurent lieu entre Begin et Sadate. Cette opposition n'a cessé de croître depuis, et maintenant ils sont plus de cent mille à se réunir dans un meeting pour affirmer cette idée de paix.

Ainsi, toute la propagande du gouvernement Begin pour mettre en avant sa politique n'a abouti à rien. Cette propagande se concentrait autour du mot d'ordre : « La paix dans la sécurité », c'est-à-dire la paix en faisant la guerre pour l'acquisition de nouvelles terres arabes.

La position du Parti travailliste rejoint celle du « Mouvement pour la paix dès maintenant ». Shimon Peres a déclaré que son parti était favorable à la poursuite des négociations, à l'aboutissement d'un accord même si celui-ci comprend le départ d'Israël des territoires occupés.

Begin de plus en plus isolé aussi bien dans son propre État qu'au niveau international est sur la défensive. Les pressions internes aussi bien que celles des USA ne l'ont pas fait reculer jusqu'à présent. Pour lui, le seul avenir convenable est celui de la guerre. Ce sommet semble donc n'avoir aucune chance d'aboutir à moins d'un revirement brutal et total de Begin, ce qui paraît peu probable.

Evelyne LE GUEN

Budget 1979

Ce qu'on peut déjà en dire

Mercredi doit être présenté le budget de l'État pour 1979, devant le Conseil des ministres. Ce que l'on sait de ce budget, c'est qu'il sera déficitaire, c'est-à-dire que les dépenses seront plus fortes que les recettes. Le montant du déficit est de 15 milliards. Or qui dit dépense dit argent pour les payer. Où trouver cet argent ? C'est précisément de cela que doit discuter le Conseil des ministres de mercredi.

En 1978 déjà, le budget avait été déficitaire. En cela Barre innovait car jusqu'à cette année le pouvoir avait suivi une politique d'équilibre des dépenses et des recettes. La politique d'un budget déficitaire est désormais à l'honneur.

DÉFICIT POUR TOUS LE MONDE

Pourquoi ce déficit ? Parmi les arguments mis en avant il y a bien sûr ceux destinés à donner une image « sociale » du gouvernement. Par exemple, le déficit aurait pour cause le fait que les impôts directs s'augmenteront pas cette année (l'augmentation des impôts

directs est en effet l'un des moyens traditionnels du pouvoir pour augmenter les recettes et diminuer le déficit). On sait ce qu'il en est de ce prétendu désir de ne pas « étrangler » les contribuables, déjà fortement ranconnés par la libération des prix.

En réalité, l'une des causes principales, sinon la principale du déficit, c'est ce que pudiquement le pouvoir nomme la « relance ». La relance c'est l'augmentation de la production. Elle s'effectue par l'augmentation des investissements. Or, pour aider les entreprises à investir, le gouvernement leur octroie subventions et autres stimulants. C'était déjà le cas en 1978, à la

différence près que pour cette année, les cadeaux aux monopoles qui en sont les principaux bénéficiaires sont encore plus substantiels. En 1979, les dépenses en effet seront supérieures de 21 milliards à celles de 1978.

HAUSSE DES PRIX BLOCAGE DES SALAIRES

Qui paiera le déficit ? Il est question de faire « payer les privilégiés ». Certaines mesures toucheront les classes moyennes (sur le train de vie, diminution des déductions d'impôt sur le train de vie, diminution des déductions d'impôt sur les frais professionnels, etc.). Mais ces mesures seront accessoires dans le financement du déficit. Comme toujours c'est en augmentant les prix, par exemple de l'essence, de l'électricité, des cigarettes... c'est en bloquant les salaires que le pouvoir trouvera l'argent nécessaire.

Séminaire de Rambouillet

Un gouvernement heu-reux



Atmosphère studieuse et détendue, dit-on, du côté gouvernemental. Les travailleurs qui subissent les impôts, l'augmentation des prix, l'insécurité de l'emploi et le chômage l'auront trouvée, eux, extrêmement pesante.

Le gouvernement était réuni pour deux jours, vendredi et samedi, au château de Rambouillet. Au cours de ce rendez-vous gouvernemental qui n'était pas un Conseil des ministres mais plutôt « une réunion d'amis basée sur la confiance » selon les termes du porte-parole de Giscard, le président et ses ministres se sont mutuellement rassurés sur l'état de santé du pays.

L'augmentation continue du chômage et la hausse des prix ne devraient pas être des motifs d'inquiétude. En effet, si l'indice des prix de juillet est en hausse de 1,2 %, c'est à cause de l'augmentation des tarifs publics et d'après Barre et Monory, cette hausse nécessaire ne doit pas être prise en compte (?). Ils promettent même contre toute attente — les effets de la libération des prix ont tout juste commencé à se faire sentir — que malgré une hausse de 6,2 % au cours des six premiers mois, le taux annuel de la hausse ne devrait pas dépasser 10 %, voire même 8 %. Ce qui laisse présager de belles manipulations d'indices et de nouveaux mensonges.

SUR L'AIR DE TOUT VA TRES BIEN...

En ce qui concerne le chômage, le raisonnement gouvernemental est de la même eau. Le chômage augmente ? Soit ! Mais il faut considérer qu'il y a beaucoup d'offres d'emploi non satisfaites. C'est Giscard lui-même qui s'en est aperçu

en lisant les petites annonces de *La République du Centre*. Et puis les classes d'âges des jeunes (600 000 en septembre) qui arrivent sur le « marché du travail » sont exceptionnellement nombreuses. Et puis beaucoup de femmes cherchent un emploi pour un second salaire.

Bref, d'après Boulin, si l'on tient compte de tout cela les choses ne vont pas si mal sur le front de l'emploi. Malgré tout, le ministre du chômage présentera mercredi un plan pour attaquer le chômage « sur le

terrain ». Le modèle à suivre est, paraît-il, ce qui se fait dans les Vosges. Il admet par ailleurs que les licenciements vont se poursuivre pendant plusieurs mois encore.

Le rapport présenté par le commissariat au Plan est lui beaucoup plus pessimiste puisqu'il indique que le nombre des chômeurs (calculés en chiffres gouvernementaux) devrait dépasser un million et demi dans les cinq ans si la croissance reste à son taux actuel.

CONTENTS DU FRANC

Toujours est-il que la politique économique de Barre qui consiste à licencier à tour de bras et à fermer les usines pour devenir concurrentiel sur le marché mondial va se poursuivre. Giscard l'a redit à Rambouillet : « Il n'y a pas d'autre politique possible que celle qui est menée. »

Le grand sujet de satisfaction pour le gouvernement c'est la position momentanément favorable du franc qui permet d'équilibrer les échanges extérieurs. Sous-évalué par rapport au mark, concurrent di-

rect, le franc permet un essor des exportations tandis que sa surévaluation par rapport au dollar permet d'économiser sur les importations d'énergie.

On peut difficilement imaginer divorce plus grand que celui qui existe entre ce gouvernement capitaliste tout plein d'autosatisfaction et les travailleurs pour qui cette rentrée est synonyme de difficultés toujours plus grandes. Giscard, rendu se- rein par l'échec de l'opposition de gauche, déclare que le terrain est dégagé pour une action à long terme.

Son programme n'est rien moins que de « préparer politiquement, économiquement et socialement, la France de l'an 2 000 dans une Europe que nous contribuerons à organiser ».

On peut sérieusement douter que les travailleurs attendent sans broncher l'échéance. S'il n'a pas grand-chose à craindre du côté des partis de gauche, Giscard pourrait apprendre à ses dépens que, comme le notent plusieurs commentateurs, « le climat social c'est aussi la politique ».

Pierre MARCEAU

Augmentation des prix, en hausse elle aussi

L'indice des prix grimpe régulièrement depuis le début de l'année 1978 :
- 0,5 % en janvier
- 0,7 % en février
- 0,9 % en mars
- 1,1 % en avril
- 1 % en mai
- 0,8 % en juin
- 1,2 % en juillet

En réalité le coût de la vie a été bien sûr plus élevé que ne le laisse supposer cet indice officiel. Ainsi l'indice de la CGT indique 1,4 % pour juillet. L'augmentation des prix depuis le début de l'année laisse prévoir un taux d'inflation de 12,4 % pour 1978. A entendre Barre, il ne s'agirait que de 10 % et encore faudrait-il soustraire de ce taux 2 % attribués à la hausse des tarifs publics. En effet le gouvernement considère que cet

te hausse est à inscrire non dans le cadre de l'inflation mais dans celui de « mesures » d'assainissement ».

De qui se moque-t-on ? Il faut appeler un chat un chat ; une hausse est une hausse ; c'est bien les travailleurs qui la payent comme les autres et c'est bien les monopoles privés ou publics et l'État qui les empochent. Décidément Barre ne manque pas d'aplomb. N'a-t-il pas déclaré avec cynisme à la télévision à un journaliste qui lui posait des questions sur l'importante hausse de juillet qu'elle était finalement moindre que celle à laquelle, lui, Barre s'attendait. Cette suffisance est révélatrice du mépris de Barre pour les travailleurs.

Depuis 8 ans, ces prix ont plus que doublé

Les quinze plus fortes hausses depuis 1970 :

- Fuel 251 %
- Journaux 198 %
- Café 174 %
- Fruits frais 169 %
- Revues 153 %
- Huile d'arachide 151 %
- Produits à base de chocolat 146 %
- Pâtisserie fraîche 146 %
- Restaurant 140 %
- Poissons frais 137 %
- Cinéma 127 %
- Chaussures 124 %
- Café-bar 122 %
- Viande de...boeuf 116 %

**Communiqué du Bureau politique
du PCMLF à
l'Union des étudiants iraniens
en France (membre de la CISNU)**

Alors que des manifestations ont eu lieu dans la plupart des villes iraniennes ce week-end et que le régime du Shah a encore commis à ces occasions plusieurs assassinats, nous avons reçu du PCMLF son communiqué.

Chers camarades,

A l'occasion de la session extraordinaire du Conseil général de la CISNU nous vous adressons notre fraternel salut. A l'heure où le peuple iranien mène une lutte héroïque pour le renversement du régime fasciste du Shah, nous vous adressons le témoignage de notre solidarité avec ce juste combat. Durant de longues années le Shah a imposé au peuple iranien la misère et la terreur. Il a accumulé contre son régime une haine immense qui aujourd'hui explose. Le fait que, malgré la répression sanglante dont il a été l'objet ces mois derniers, le peuple iranien poursuive son soulèvement est la preuve de sa haine contre ce régime et de sa détermination à en finir avec lui. Pour tenter de briser ce puissant mouvement populaire, le Shah a recours non seulement aux massacres mais aussi aux provocations. L'incendie criminel du cinéma Rex porte la marque de la Savak. Nous tenons à ce sujet à dénoncer vigoureusement la campagne menée dans notre pays par les mass-média pour tenter de faire porter sur les opposants au régime du Shah la responsabilité de ce crime. Le Shah a également recours aux manœuvres pour tenter de faire croire en une prétendue « libéralisation ». Mais le peuple iranien connaît depuis trop longtemps ce régime pour croire en de telles promesses qui ont pour seul but de tenter de diviser l'opposition et duper l'opinion internationale. Quelle que soit l'issue immédiate des événements actuels, nous sommes convaincus que le peuple iranien finira par réaliser son aspiration la plus urgente : le renversement du Shah.

L'Iran est l'enjeu d'une lutte intense entre les deux superpuissances de par ses richesses immenses et par sa situation géographique. L'impérialisme US, qui a mis, il y a 25 ans, le Shah au pouvoir, cherche à maintenir par tous les moyens ses positions dans ce pays. De son côté, le social-impérialisme soviétique projette de s'établir dans votre pays. Les richesses de votre patrie sont un appât qui le tente beaucoup mais, surtout, sa mainmise sur l'Iran constituerait une étape décisive pour agresser l'Europe.

Nous sommes convaincus que le peuple iranien saura contre ces divers ennemis maintenir le drapeau de l'indépendance nationale.

*Le Bureau politique du Parti communiste
marxiste-léniniste de France*

Déficit de la Sécurité sociale

**Vers l'organisation
de la chasse aux
«faux» malades**

Le déficit de la Sécurité sociale vient de resurgir brusquement. Prétexte utilisé durant des années pour augmenter les cotisations, le prix des médicaments, pour imposer des restrictions de santé aux travailleurs, le déficit avait subitement disparu avant les élections.

Le gouvernement assure même que, pour cette année, le budget de la Sécurité sociale était en équilibre. Les élections passées, le voilà donc. Il se chiffrait à six milliards de francs. Cette fois, le principal bouc-émissaire serait l'augmentation des prestations-vieillesse. Autrement dit les vieux qui vivent le plus souvent dans des conditions lamentables seraient à l'origine du déficit.

Le cynisme gouvernemental ne peut guère aller plus loin !

Ce déficit prétendu de la Sécurité sociale est en fait un moyen de prendre un peu plus d'argent aux travailleurs. Par exemple, pour

le combler, il est possible que d'ici 1980, le taux des cotisations soit augmenté de 13 %, contrairement aux promesses du Programme de Blois. D'autre part, il est prévu d'effectuer une compression des dépenses du régime général par la « chasse aux faux malades ». Un projet est en préparation dont on ne sait pas encore grand-chose sinon qu'il donnerait satisfaction aux patrons désireux de développer le contrôle privé des malades, avec possibilité pour celui-ci de faire subir un examen contradictoire. Ainsi, on irait donc vers le développement des contrôles par des médecins-flics du type Sécurex.

Ces projets sont dangereux pour les travailleurs puisqu'ils les contraignent à ne pas se soigner, à travailler même s'ils sont fatigués, voire malades. La liberté du médecin et du malade serait sérieusement mise en cause.

Travailleurs de la navigation aérienne

Les aiguilleurs aussi tenaces que le ministre

Début juin a commencé la grève des travailleurs de l'aviation civile : contrôleurs, électroniciens, techniciens, personnels administratifs.

Les plus connus, les « aiguilleurs du ciel », qui dirigent les mouvements d'avions pour empêcher toute collision, refusent de prendre en charge un nombre d'appareils supérieur à un nombre fixé.

Cette lutte a pour but de pénaliser les compagnies aériennes en occasionnant des retards. Pour le dernier week-end de juillet, la presse bourgeoise parlait d'embouteillage dans les aéroports mais se gardait bien de dire que des compagnies qui avaient annulé leurs vols continuaient à vendre des billets.

Pour le 15 août, selon la télévision et la radio, les choses étaient à peu près normales, pas de file d'attente cette fois-ci, mais 35 % des vols avaient été supprimés.

La grève fait mal aux compagnies puisque le ministre des Transports, Le Theule, a menacé les travailleurs de sanctions.

Employer les militaires pour casser le mouvement passerait difficilement auprès de l'opinion, car le souvenir de la catastrophe causée

par l'application du plan Clément Marot, lors de la lutte de 1973, est encore frais.

La lutte est menée dans l'unité par les sections syndicales CGT, CFDT et autonomes. Dans les centres comme celui d'Aix-en-Provence, par exemple, les assemblées générales qui sont très suivies sont souveraines et les sections syndicales jouent un rôle important dans le débat qui s'y instaure par leurs propositions, analyses et informations.

Les syndicats des pilotes de ligne, ainsi que les aiguilleurs anglais, ont apporté leur soutien à leurs collègues français.

Les grévistes exigent le droit de grève pour ceux qui ne l'ont pas, que les primes comprises dans le salaire soient indexées sur le coût de la vie et prises en compte pour le calcul de la retraite.

Les grévistes sont déterminés ; cet été, une certaine presse connue pour son racisme, parlait des départs en congé des travailleurs immigrés pour tenter de discréditer le mouvement. Mais au début de l'automne, ce sera le trafic d'affaires qui pâtira essentiellement de cette action ! A ce jour, UTA, Air France et Air Inter ont perdu

33 millions de francs.

Jusqu'à présent, Le Theule a répondu par une parodie de négociations et un message menaçant de représailles les travailleurs de la navigation aérienne... Le 31, il a déclaré qu'il était « très tenace... ». Mais son chantage, loin de découra-

ger les grévistes, a renforcé la volonté de lutte des grévistes qui, unis, ont les moyens d'être plus tenaces que le ministre.

Aux dernières nouvelles, les travailleurs suspendraient leur grève et le ministre annonce de nouvelles négociations.

**Le renoncement du
sport français**

Triste week-end pour le sport français. A Paris même, l'équipe de football a dû concéder le nul devant l'équipe suédoise. La course cycliste Paris-Bruxelles a vu le « renoncement » des coureurs français, particulièrement peu combattifs semble-t-il. Enfin, les championnats d'Europe d'athlétisme ont été marqués par un fiasco de l'équipe française qui a terminé 9ème. La médaille d'or de Rousseau étant l'exception qui confirme la règle (entre parenthèses Rousseau est Guadeloupéen).

Au fond, le déclin du sport français ne reflète-t-il pas la crise idéologique que connaît la société capitaliste française ? La politique sportive de la bourgeoisie française n'est-elle pas le reflet de sa crise économique et politique ? La bourgeoisie française n'a plus même les moyens de s'offrir le recours à la propagande par le sport sur la scène internationale.

Par contre, les championnats d'Europe ont été également marqués par la domination de l'URSS et de la RDA. On sait que ces pays cultivent précieusement le sport comme moyen de propagande. Les sportifs y sont de véritables professionnels. L'esprit de compétition y règne au plus haut point. Les méthodes pour gagner sont souvent un défit à « l'esprit sportif » et même à la santé des athlètes.

**Communiqué de la
quatrième session du
comité central du PCMLF**

Au cours de sa quatrième session (tenue les 26 et 27 août 1978), le Comité central du PCMLF a examiné les récents développements de la situation internationale. Dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du social-impérialisme soviétique, il se réjouit des succès récents des peuples du tiers monde qui renforcent leur unité et leur résistance contre l'offensive généralisée de l'impérialisme russe.

Dans cette lutte, la République populaire de Chine constitue le rempart le plus solide aux menées agressives des deux superpuissances et à leurs préparatifs de guerre. La signature du traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon est un événement d'une grande signification historique dans le cadre de la construction du front uni mondial contre les deux superpuissances et notam-

ment le social-impérialisme russe.

La visite du président Houa Kouo-feng en Roumanie, en Yougoslavie et en Iran est également d'une grande portée pour la lutte des peuples contre l'hégémonie soviétique. C'est aussi une victoire de l'application offensive de la thèse des trois mondes.

Le Comité central du PCMLF souligne à nouveau sa réprobation devant les activités agressives extrêmement dangereuses des dirigeants vietnamiens qui mènent une guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique, persécutent et expulsent en grand nombre les ressortissants chinois. L'URSS veut faire du Vietnam le Cuba de l'Asie.

Le Comité central du PCMLF désapprouve formellement les récentes déclarations du Parti du Travail d'Albanie qui a pris la lourde responsabilité de calomnier le Parti communiste

chinois, Mao Tsé-toung, Chou En-lai et ses dirigeants actuels. Ses attaques contre un prétendu « hégémonisme chinois » convergent avec celles de l'impérialisme so-

viétique et portent gravement atteinte à la cause de la révolution mondiale, de la libération des peuples, de l'indépendance des pays et de la paix.

**Une délégation conduite par
Jacques Jurquet en Chine**

Une délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par Jacques Jurquet a quitté la France le 30 août pour se rendre en Chine.

L'agence Chine nouvelle a publié le 31 août un communiqué faisant mention de leur arrivée

Les promesses de Peugeot-Citroën-Chrysler

Après l'annonce fracassante de l'accord entre Peugeot-Citroën et Chrysler, ce groupe monopoliste continue de tenir la une de l'actualité économique. Après la conférence de presse du directeur du très ambitieux groupe PSA Peugeot-Citroën, il est clair que ce groupe se lance avec un regain de fougue dans la concurrence et la collaboration internationales. Un point reste en suspens : les conséquences que cela aura pour les 184 500 salariés du groupe Peugeot-Citroën.

groupes monopolistes français actuels. D'autant plus que Parayre a précisé que le groupe allait tenter de concurrencer les marchés japonais et américain et que pour cela, il avait fallu procéder à une réforme « sous une forme de concentration plus poussée de moyens financiers, de recherche et de production ».

concurrents monopolistes.

Par contre, nous partageons bien l'inquiétude des travailleurs et des syndicats quant aux conséquences qu'un tel accord peut avoir sur l'emploi et les conditions de travail des ouvriers de Peugeot-Citroën.

construction navale, Bou-sac ou Terrin.

Peugeot-Citroën jusqu'à ce jour promet au contraire une embauche de personnel, dans la mesure où l'accord

monopoliste portera ses fruits. Mais que vaut une promesse de patrons contredite par les faits quotidiens ?

Philippe LECLERC

Peugeot-Citroën va vendre par an 400 000 transmissions à Chrysler-Corporation et Citroën s'efforce de vendre en ce moment aux constructeurs US des machines et procédés de fabrication de pointe. C'est l'information nouvelle de la conférence de presse internationale du directeur PSA Peugeot-Citroën de la fin de la semaine dernière.

que le marché se redressait plus rapidement que prévu, qu'il s'était élargi à l'échelle mondiale. Et, que dans la compétition internationale, l'industrie européenne apparaissait encore bien placée par sa technique mais en retard par ses structures... L'automobile a dû faire face à une véritable mutation... Pour effectuer les efforts de recherche, pour financer les investissements nécessaires, pour rester compétitifs, il faut disposer d'une dimension suffisante », devait déclarer Parayre, président du groupe.

CONCURRENCE ET COLLABORATION

« Quatre ans après la crise de l'automobile de 1974, nous avons constaté

Philosophie typiquement dans la logique des grands

CONSÉQUENCES SOCIALES

Loin de nous l'idée de prendre partie pour un monopole français de l'automobile contre un autre comme le fait la direction CGT qui déclare que cet accord tend « à privilégier le groupe privé au détriment de l'entreprise nationalisée Renault dans la concurrence internationale ».

Monopole capitaliste d'État ou monopole capitaliste privé, nous n'avons pas de préférence, nous ne choisissons pas entre les

Les conditions de travail à Citroën notamment ne sont-elles pas déjà marquées par une répression et une surveillance policières de tous les instants, par la libre existence de la CFT, syndicat patronal aux méthodes terroristes.

Si l'accord Peugeot-Citroën et Chrysler rentre tout à fait dans le plan Barre III — compétitivité, exportation et restructuration —, nul ne peut plus ignorer que ces réformes économiques vont de pair avec une augmentation des cadences et une diminution du personnel, une division accrue des tâches et une surveillance croissante. Il n'y a qu'à voir le textile ou la

Reprise du travail à la SPLI

Début juillet, les ouvriers de la SPLI ont commencé l'occupation de l'usine. A la suite de l'intervention des flics une manifestation avait eu lieu devant la préfecture de Rennes et dans la foulée, l'usine avait été réoccupée.

Le jeudi 31 août, dans une salle prêtée par la mairie s'est déroulé un vote à bulletin secret qui a été imposé aux ouvrières par l'Union départementale CGT, contre l'avis de la section CGT de l'usine. Celle-ci a cependant appelé à y participer. Le vote a

donné les résultats suivants : — 102 pour la reprise du travail selon la solution proposée par Alphen, le patron, c'est-à-dire 150 réembauches environ. — 101 contre l'acceptation de ces conditions.

De nombreux cadres se sont déplacés pour voter la reprise. Il est nécessaire d'élargir la solidarité autour des travailleurs de la SPLI pour qu'il n'y ait aucun licenciement dans les différentes usines de Bretagne.

Correspondant HR Rennes

De notre correspondant à Reims

Accidents du travail et maladies professionnelles

Les dernières statistiques données par les caisses d'assurance-maladie (Sécurité sociale) ont été publiées. Elles concernent l'année 1976.

Quelques chiffres : en 1976, il y a eu 13 642 945 salariés.
Accidents du travail proprement dit :
 1 072 345 accidents avec arrêt
 116 650 accidents graves
 2 026 décès consécutifs à l'accident.
Accidents du trajet :
 160 841 accidents avec arrêt
 31 182 accidents graves
 1 281 décès.
Maladies professionnelles :
 4 703 maladies constatées
 207 décès.

Il y avait 4 576 maladies professionnelles en 1975 (dont 162 décès). Les plus fréquentes* étaient la silicose (environ 630), l'hépatite virale (738), les surdités, les maladies dues au plomb, au benzol, à l'acide chromique, aux dérivés de l'éthylène, aux amines aromatiques, aux ciment, aux lubrifiants...

... A INTERPRÉTER AVEC PRUDENCE

Comme toutes les statistiques fournies par la bourgeoisie, il faut les interpréter avec prudence. Et

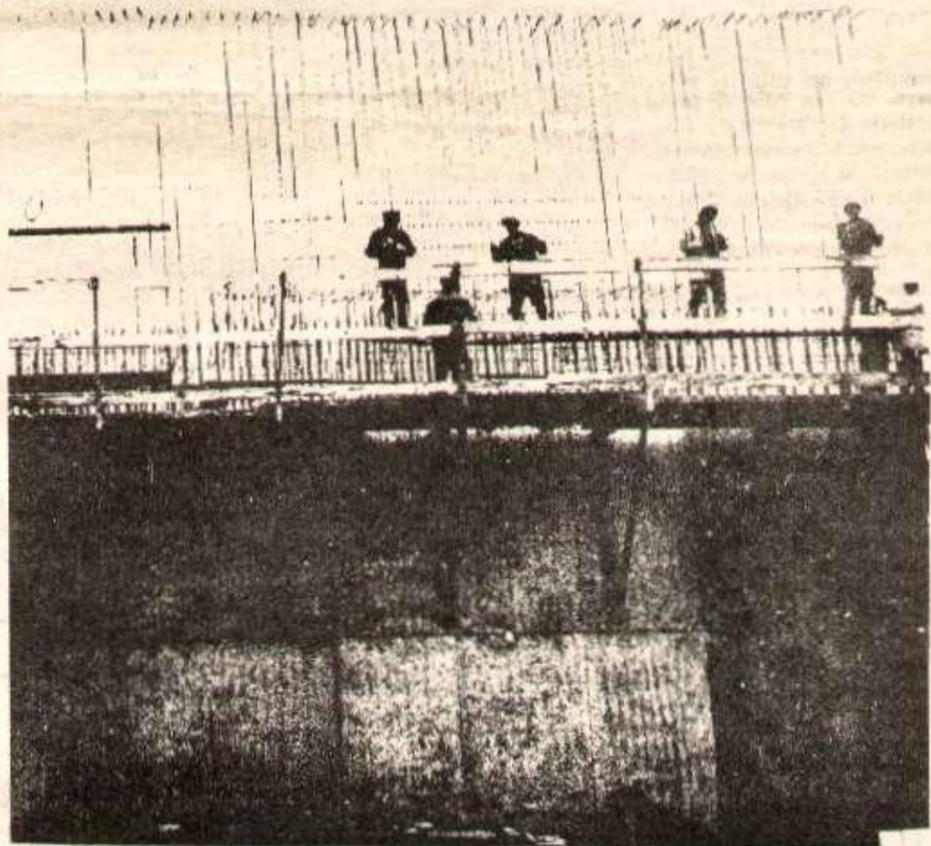
les ne concernent, en effet, que ce que l'on appelle le « régime général » de la Sécurité sociale et ne comprennent donc pas le « régime agricole », où les accidents sont nombreux. De même, les travailleurs des mines n'apparaissent pas dans ces chiffres, et c'est pourtant chez les mineurs que la silicose est encore la plus fréquente (3 800 à 4 000 cas déclarés chaque année !).

Et puis, bien sûr, la notion même de maladie professionnelle doit être remise en question. Il y a actuellement 66 maladies

professionnelles reconnues, c'est-à-dire des maladies contractées au travail. Si cette maladie professionnelle est reconnue chez un travailleur, celui-ci a droit à une prise en charge à 100% et quelquefois à une rente d'invalidité.

Mais pour cela, de nombreuses conditions doivent être remplies, même si la maladie est évidente. Par exemple, pour la surdité professionnelle : les premiers signes d'atteinte de l'oreille par les bruits ne sont pas reconnus comme maladie, il faut attendre la surdité quasi complète, et des deux côtés. Et même dans ces conditions, tous les travaux faisant du bruit ne sont pas « reconnus ».

Ce qui se passe pour la silicose est caricatural et révoltant, d'autant plus que c'est la maladie professionnelle la plus fréquente (mais c'est aussi la même chose pour les maladies provoquées par les poussières d'amiante ou de fer et les fumées d'oxyde de fer). Les « cas limites » ne sont pas reconnus, en particulier si le travailleur n'a pas été plus de cinq ans à la poussière. Puis, aux premiers stades de la maladie, uniquement visibles à la radiographie (mais la maladie peut continuer quand même), le travailleur a droit à une indemnité et est obligé de changer d'emploi ; mais il



Le bâtiment, un des secteurs où il y a le plus d'accidents du travail.

n'a pas droit à une rente d'invalidité. Si la maladie est plus avancée (essoufflement, difficultés pour respirer), le malade a droit à une rente mais ses soins ne sont pas gratuits comme pour les autres maladies professionnelles (sauf s'il y a des complications graves, telles que tuberculose ou insuffisance cardiaque). On veut bien reconnaître la silicose comme étant d'origine professionnelle, mais pas trop tôt, puis on ne donne pas au malade les moyens de se soigner !

Il faut aussi ajouter que de nombreuses maladies ne sont pas reconnues comme maladies professionnelles. Bien sûr, les « experts »

étudient la question — on parle alors de maladie « à caractère professionnel » —, on va de commission en commission pour se demander s'il faut reconnaître telle ou telle maladie. Et même souvent, il faut attendre les premiers cas graves (des cancers, par exemple) pour que les experts se penchent sur la question — c'est ce qui se passe actuellement pour le chlorure de polyvinyle par exemple. Car, lorsqu'un nouveau produit ou procédé de fabrication est lancé par un industriel, il se garde bien de faire examiner sa toxicité éventuelle. Profits obligent ! Malgré cela, il y a, d'après les statistiques, 1 200 000 accidents ou malades du fait du travail,

soit près d'un travailleur sur dix par an ! Il y a 3 514 morts par an du fait du travail (accidents ou maladies professionnelles), soit près de dix décès par jour ! Et tout ça pour quoi et pour qui ?

Et si la télévision, la radio et les journaux à grand tirage parlaient autant de ces morts, de ces blessés et de ces malades qu'ils nous parlent des accidents de la route ? Bison futé n'y suffirait pas !*

* Les statistiques détaillées pour l'année 1976 ne nous sont pas encore parvenues. Il y a environ chaque année 300 000 blessés et tués par accident de circulation.

Correspondant HR Reims

Rétrospective

Sur le front des luttes

QUELQUES LEÇONS SIGNIFICATIVES

Peu de luttes significatives ou d'importance ont eu lieu en cet été 1978. Il n'y a pas eu de démonstrations antinucléaires comme l'an dernier à Malville. Cependant l'été a-t-il été vide ?

Trois faits ont retenus l'attention de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion publique : la grève du zèle des contrôleurs aériens, le rachat de Boussac par les frères Willot, la signature de plus de quarante accords syndicats-patrons.

LES ACCORDS SYNDICATS-PATRONS

Annoncés à grand renfort de publicité radiotélévisée, ces accords sont l'aboutissement des efforts concertés de l'équipe Giscard-Barre. Dans nombre d'endroits, le consensus syndical a été élargi à la CFDT et à la CGT. Cela a fait la une de bien des journaux quand il s'est agi de la métallurgie car cet accord concerne 2 700 000 personnes.

Ces accords revêtent une grande importance politique. Outre la victoire de Giscard-Barre, ils témoignent de la volonté des dirigeants syndicaux de jouer le jeu avec Giscard, de leur refus de mobiliser les masses contre la politique anti-populaire de l'équipe au pouvoir.

Ces accords sont aussi, à un certain degré, le reflet des divergences entre le PC et le PS. Chaque direction syndicale s'efforce de se présenter comme le meilleur défenseur des travailleurs et comme responsable.

Mais le plus important c'est qu'ils ont été signés au mépris des revendications ouvrières, sans aucune consultation préalable ou alors si elle a eu lieu on n'en a pas tenu compte. (Voir article dans notre prochain bimensuel). Ces accords ont comme résultat pratique la mise au point d'au moins vingt cinq SMIC différents, allant de 1 800 F dans le secteur négoce des vins à 2 490 F dans les arsenaux.

Quant à la question du chômage, bien que préoccupant, selon un récent sondage, 75 % des Français, il n'en a pas été question dans ces accords.

LA LUTTE DES AIGUILLEURS DU CIEL

Depuis longtemps déjà, les aiguilleurs du ciel ou contrôleurs aériens ont des revendications précises :

augmentation des effectifs, amélioration de la sécurité, droit de grève, intégration des primes dans le salaire ce qui est très important pour le calcul des retraites. Or, ces primes constituent 35 % du salaire. Ceci permet au gouvernement de crier au scandale lorsqu'il s'agit de parler salaire mais au moment de la retraite, celle-ci est moindre.

Ces grèves répétées depuis début juillet ont fait perdre des dizaines de millions aux compagnies aériennes, les retards de décollage et atterrissages ont été très importants malgré la minimisation qu'a tenté d'en faire le gouvernement. Plusieurs tentatives de négociations ont eu lieu entre les représentants syndicaux des aiguilleurs du ciel et leur ministre de tutelle Joël Le Theule. Elles n'ont pas abouti; le ministre refusant tout compromis.

De ce fait, la grève a repris le dernier week-end d'août et elle ne semble pas prête de finir d'autant plus que Le Theule appliquera certainement à la lettre la circulaire de Barre sur la nécessité de limiter les hausses de salaires dans les administrations et les autres revendications.

Cette lutte est importante car elle montre le peu de cas que font les compagnies aériennes de la sécuri-



Des aiguilleurs du ciel pendant la grève

té des passagers qui empruntent leurs avions.

Il y a aussi une grande unité entre tous les aiguilleurs du ciel pour faire aboutir les revendications qui sont justes et que nous soutenons.

LE RACHAT DE BOUSSAC PAR WILLOT

Le vieux Boussac n'en avait plus pour longtemps à tenir les rênes de son groupe textile. Mais personne ne s'attendait à ce que ce soit les frères Willot qui reprennent en main le groupe. C'est le premier groupe textile avec des usines partout en France (manufactures, tissages, filage, etc). Dans les Vosges proprement dit, ils ne possèdent

que l'unité de production au Rabodeau, petit bourg dépendant de Moyenmoutiers. L'usine en question, Jacquiel devait licencier une partie du personnel.

Plus de 1 300 personnes devront disparaître avec le rachat par les frères Willot des usines Boussac. Désormais ils contrôleront plus de 10 % du marché textile en France.

Les frères Willot ont acquis ce qu'il est convenu d'appeler une mauvaise réputation dans le monde des affaires. Échappant de justesse à plusieurs condamnations, notamment pour fraude fiscale, ils ne s'embarrassent pas de scrupules pour faire des profits. L'un des Willot a visité les usines des Vosges. Leur plan est simple : ce qui est rentable ils le gardent, le reste, ils le ba-

zardent avec les travailleurs. La lutte sera dure pour les ex-Boussac.

D'AUTRES POINTS

Ces trois faits significatifs de la volonté du gouvernement de briser les travailleurs ne forment qu'une partie du plan Barre III, la crise touche d'autres secteurs et des luttes importantes s'amorcent dans la navale, entre autres, la grave question du chômage sera un des axes de combat des travailleurs.

La rentrée sera beaucoup plus dangereuse pour le gouvernement qu'il ne l'a prévu même si elle n'est pas spectaculaire. Cette rentrée, nous la préparons avec tous les travailleurs au coude à coude.

Le PCF se divise sur l'URSS et sur l'Europe

Le débat interne au PCF qui a suivi l'échec de la gauche aux dernières élections ne s'est pas tu pendant ces deux mois de vacances, même s'il a pris un autre rythme, moins tapageur. Dans *Le Monde*, puis dans *Paris-Match*, Jean Elleinstein a contesté la stratégie de son parti concernant l'Europe et l'URSS.

Les idées d'un des plus fervents partisans de l'eurocommunisme au sein du PCF ne sont pas nouvelles, mais plus précises.

L'URSS EST-ELLE SOCIALISTE ?

L'URSS est-elle socialiste ? Oui, répondait le XXIIe congrès du PCF, même si le parti de Marchais prend officiellement certaines distances par rapport aux « droits de l'homme » en Union so-

viétique : camps de concentration, expulsions, procès arbitraires et a pris une certaine distance par rapport à l'invasion de la Tchécoslovaquie, il y a dix ans.

Elleinstein va plus loin : « Il ne s'agit pas seulement des droits de l'homme. Il ne s'agit pas seulement de l'invasion de la Tchécoslovaquie, mais de comprendre que les procès de Moscou et les événements de Tchécoslovaquie ne sont rien d'au-

tre que le produit d'un système fondé sur la domination de la bureaucratie, où les droits des travailleurs sont inexistantes puisqu'il n'y a aucune liberté publique et, particulièrement, ni droit de grève ni liberté syndicale. »

Qu'il nous soit permis de pousser Elleinstein jusqu'au bout de son raisonnement : un pays où il n'y a aucune liberté publique (ni privée d'ailleurs) pour les travailleurs, un pays dominé par une caste bureaucratique, est-ce un pays socialiste ? Non.

Et quand Elleinstein demande : « Pourquoi L'Humanité censure-t-elle toutes les références à la

politique d'hégémonie de l'Union soviétique qui se manifeste avec tant d'évidence en Europe occidentale et dans ses rapports avec le tiers monde ? », nous ne pouvons que poser la même question : un pays qui veut étendre son hégémonie sur d'autres pays est-il un pays socialiste ? Non.

EUROPE ET EUROCOMMUNISME

Elleinstein ne veut pas d'un socialisme « à la russe », comme il ne veut pas d'un système social-démocrate du genre du Parti socialiste. Il préconise une troisième solution.

Cette troisième solution, c'est l'eurocommunisme,

comme l'entendent les partis communistes italien et espagnol. « Dans le cadre européen, une politique nouvelle est possible, fondée sur l'alliance des partis socialistes et communistes, dont la France peut donner l'exemple. L'eurocommunisme reste une idée en marche. »

Cela amène Elleinstein à s'opposer à la conception de son parti sur l'Europe : « On ne peut rejeter (comme le fait le Comité central du PCF NDLR) l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun comme si elle relevait seulement d'une opération menée par le capitalisme... De plus en plus l'Europe et ses institutions seront le cadre des luttes de classe de cette fin du...XXe siècle... »

Favorable à l'élargissement de l'Europe, et au nom de l'internationalisme, Elleinstein s'oppose à la ligne officielle de son parti.

Deux questions stratégiques qui touchent au fond du débat et que ne peut que se poser tout militant du PCF. Pour Elleinstein, la dénonciation de l'URSS et le soutien à l'Europe unie vont dans le sens du XXIIe congrès. Il n'empêche qu'en fait ce congrès a défini des positions contraires et que la violence avec laquelle Marchais a répondu aux articles d'Elleinstein prouve, pour le moins, que le Comité central n'est pas disposé pour l'instant du moins à revenir sur ses prises de position.

Philippe LECLERC

Retrospective

A gauche, chacun pour soi et Dieu pour tous !

A vrai dire, la période des congés n'aura guère vu la situation évoluer à gauche. La situation est bloquée, semble-t-il pour longtemps. De nouvelles tactiques cependant apparaissent : Fabre veut reconstruire la gau-

che mais sans le PCF. Les directions du PCF et du PS continuent à se réclamer de l'Union de la gauche, mais chacun désormais fait cavalier seul, cherchant à devenir le pôle d'attraction et à diminuer l'influence de l'allié d'hier.

Durant cet été, la polémique n'a pas cessé entre responsables des partis de gauche. Elle a été surtout alimentée par les dirigeants du PCF. La visite de Mitterrand à Giscard en juillet, l'affaire Fabre, la campagne sur l'élargissement de l'Europe et d'autres choses encore ont été l'occasion pour Marchais de dénoncer le « virage à droite » de Mitterrand, puis le « nouveau pas à droite » du PS, etc.

Du côté du PS et des radicaux de gauche et sur un ton certes moins élevé, on n'a pas été en reste. Par exemple, Loncle, un dirigeant radical de gauche, a accusé Marchais de mensonges et l'a qualifié de « personnage politiquement suspect ».

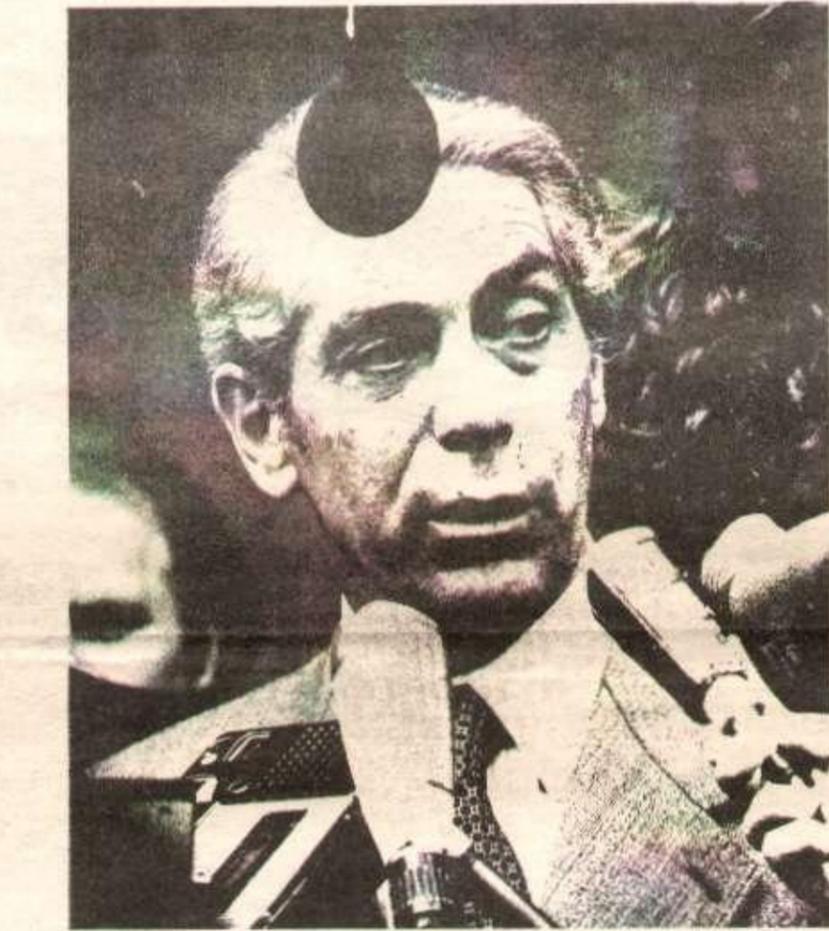
ILS CONTINUENT A SE RÉCLAMER DE L'UNION DE LA GAUCHE...

L'absence de perspectives est telle que les dirigeants de ces partis n'ont pas d'autre solution que d'essayer de maintenir la fiction de l'union de la gauche et de s'en réclamer. Ceci est particulièrement vrai pour Marchais et autre Leroy qui sont condamnés, pour arriver un jour au pouvoir, à passer des alliances électorales (électoratisme oblige). Quant à Mitterrand, il ne peut guère pour l'instant choisir de collaborer avec Giscard comme le fait Fabre, sous peine de perdre une partie de son électorat au profit du PCF.

... MAIS Désormais C'EST « CHACUN POUR SOI »

L'enjeu est, actuellement, pour les deux composantes de la gauche, le suivant : laquelle des deux prendra le pas sur l'autre et finira par lui imposer des concessions, l'isoler... Tel est le sens de la polémique qui se poursuit à gauche. A l'ancienne conception de l'union qui devait être profitable aux trois partis, s'en est substituée une autre. Désormais chacun fait cavalier seul dans le but d'être le centre dirigeant d'une future et hypothétique union.

Ainsi, la direction du PCF a organisé de son côté le rassemblement du 29 août sur le thème de l'emploi ; Fabre a, quant à lui, accepté une mission de Giscard sur cette question. Quant à Mitterrand, il a déclaré le 21 août : « Le PS



Fabre à la sortie de l'Élysée le 4 août

peut créer une dynamique suffisante pour que les forces populaires ressentent le

besoin de se rassembler ». Ceci montre bien que les composantes de la défunte

Union de la gauche continuent d'aller à hue et à dia. Henri MAZERAU

Bayonne

Xan en liberté provisoire

Depuis huit mois, Xan, un jeune Basque, était emprisonné à Bayonne. Le 23 août, il a été mis en liberté provisoire. Sa libération résulte d'un large et important travail de mobilisation et de solidarité.

Le 23 décembre dernier, sans doute à la suite d'instructions reçues d'une organisation basque, Xan se met au volant d'une voiture stationnée sur un parking de Bayonne. Alors qu'il a des difficultés à la faire démarrer, deux hommes surgissent et le brutalisent. Xan sort alors un pistolet qu'il avait à la ceinture. Il tire à terre, sans blesser personne. Les policiers prévenus arrivent, fouillent la voiture et découvrent, dans un sac à dos, deux pistolets, deux cocktails molotov et deux bidons d'essence. Le tout bien emballé. Xan, qui ignorait le contenu du sac, est

emmené au commissariat. La veille de Noël, le juge d'instruction délivrait contre lui un mandat de dépôt. Le jeune Basque était alors emprisonné.

Un large mouvement de solidarité s'est développé, qui a eu comme premier résultat l'amélioration des conditions de détention de Xan. En particulier le 1er mai 1978, une manifestation devant la prison mit Xan en position de force : les gardiens le respectèrent davantage et les autres prisonniers se sentirent solidaires. Une motion, enfin, signée par des personnalités locales eut un effet très posi-



tif. Xan devrait bientôt être jugé. Actuellement, il est en liberté provisoire, tenu de se présenter au commissariat de police une fois par semaine. Il ne peut quitter l'arrondissement de Bayonne. Ses papiers lui ont été retirés comme un récépissé.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Blue notes

Depuis le mois de mars 1978, le foyer ADEF de Pontoise est en grève des loyers.

Un rassemblement devant le tribunal de Pontoise aura lieu le 6 septembre 1978 à 9 heures.

L'Humanité rouge bimensuelle est pame...

PRAGUE 68 L'agression soviétique



Dans ce numéro, un dossier : il y a dix ans, les chars russes à Prague. De nombreux articles sur l'actualité intérieure et internationale. A lire : Albanie : des coups portés à la révolution mondiale.

TROIS NOUVEAUTÉS AUX ÉDITIONS DU CENTENAIRE

E 100 - Collection « Petite bibliothèque chinoise »
MAO TSE-TOUNG : De la première base rouge à la Libération.
prix : 18 F.
CHOU EN-LAI : Une vie au service du peuple et de la révolution.
prix : 26,50 F.
Editions en langues étrangères de Pékin.
MAO TSE-TOUNG : Discours sur le centralisme démocratique (1962).
prix : 0,85 F.
Pour les trois titres groupés, la participation aux frais de port est de 4 F.
Ces trois ouvrages sont en vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance aux :
Editions du Centenaire
24, rue Philippe de Girard
75010 - Paris (tel : 202-87-05)

● Iran

Quand un peuple se lève

Serge FOREST

Les événements qui se sont déroulés en Iran durant tout le mois d'août sont à replacer dans le cadre de la lutte de plus en plus dure que mène le peuple iranien contre le régime fasciste du Shah. Actuellement, ce sont les forces religieuses qui, de par leur influence dans le peuple, semblent jouer un rôle moteur dans ce grand mouvement de révolte.

C'est à Qom, en janvier dernier, que tout a commencé. Estimant qu'était diffamé dans la presse gouvernementale un des chefs religieux les plus respectés en Iran, l'ayatollah khomeini (celui-ci mène la lutte contre le Shah depuis l'Irak où il a dû se réfugier il y a 15 ans), les étudiants de l'université coranique de Qom, la ville sainte iranienne, décidèrent de manifester pacifiquement dans les rues de la cité. Plus de soixante tombèrent sous les balles de la police.

LES ÉVÉNEMENTS

Ce massacre sauvage et totalement injustifié de Qom allait faire entrer l'Iran dans un cycle ou, de 40 en 40 jours, la durée du deuil musulman — le peuple allait descendre dans

la rue pour crier son désir de vengeance, de liberté. A chaque fois, la police et l'armée n'hésiteront pas à tirer : plus de 100 morts à Tabriz en février, une dizaine à Yazd, Téhéran et Babol en mars, quarante à Qom en mai, 250 à Machad en fin juillet. Partout dans le pays, le peuple est fusillé, partout il se lève à nouveau.

Le 5 août, le Shah fait un pas en arrière : il annonce des « élections libres à 100% ». Mais il précise bien vite que tous les candidats seront acceptés « à condition qu'ils se situent officiellement à l'intérieur des lois et de la Constitution et ne remettent pas en cause la monarchie qui se confond avec le destin de l'Iran ». Quatre jours plus tard, éclatent de nouvelles révoltes dans la ville histori-

que d'Hispan. Le gouvernement déclare la loi martiale sur la ville et la police tire à nouveau. La révolte gagne rapidement le Bazar de Téhéran ainsi qu'une vingtaine de villes. L'incendie mystérieux du cinéma d'Abadan, avec ses quatre cents morts, viendra à point pour le Shah en produisant un choc et en ramenant un calme précaire. Il viendra d'ailleurs tellement à point que nul ne doute que la SAVAK, les services spéciaux iraniens, y soit pour quelque chose. Ce répit est mis à profit

par le Shah qui pense reprendre le contrôle de la situation en remaniant le gouvernement et en accordant quelques concessions mineures aux religieux : changement de calendrier, fermeture des casinos. Il espère ainsi se concilier les faveurs de la frange religieuse la plus conservatrice. C'est mettre un emplâtre sur une jambe de bois ; c'est ne pas se rendre compte que si le peuple est descendu dans la rue, ce n'est pas pour vivre mille ans plus tôt ou plus tard, c'est pour pouvoir vivre tout simplement. Le répit

indépendante. Leur importance dépend du nombre de fidèles qui leur font confiance. Malgré cette organisation, on peut trouver ces dernières années, un certain nombre de constantes dans la politique des dirigeants islamiques. Fortement nationalistes, les religieux se sont battus successivement contre le colonialisme puis contre la dépendance économique dans laquelle se trouvait le pays. Oppositionnels de toujours au régime du Shah mis en place par les Américains il y a tout juste vingt cinq ans, ils



Les victimes de l'incendie du cinéma d'Abadan

L'Iran et les deux superpuissances

L'Iran a dans son sous-sol d'immenses richesses naturelles : pétrole, gaz naturel, dont il est l'un des plus gros exportateurs mondiaux. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'il ait été l'objet de la convoitise et des rivalités acharnées des superpuissances ?

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'était l'impérialisme anglais qui avait dominé l'Iran et installé dans ce pays une dynastie à sa solde, les Pahavi. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nationaliste de Mossadegh avait combattu la domination impérialiste, notamment en nationalisant les compagnies pétrolières. Mais très rapidement, l'impérialisme américain réagit, en s'appuyant sur le Shah, et organisa un coup d'État qui renversa Mossadegh. La répression contre le peuple et contre les forces nationalistes fut sanglante. Toute résistance fut écrasée.

Pendant les années qui suivirent, le Shah se soumit à la domination des USA, dont il fut un valet et un relais régional. Il participa notamment à la lutte contre des mouvements de libération nationale, au Dofhar par exemple.

Cependant, la politique de l'Iran ne saurait être considérée isolément, indépendamment des transformations qui ont affecté le monde ces vingt dernières années — notamment la puissante lutte mondiale du tiers monde pour conquérir l'indépendance et chasser l'impérialisme.

L'Iran est actuellement l'ob-

jet d'une rivalité acharnée des superpuissances. L'impérialisme US reste le plus influent en Iran. Mais le social-impérialisme soviétique convoite aussi les richesses iraniennes et cherche à intriguer dans ce pays, notamment en s'appuyant sur le prétendu « Parti Toudeh » qui lui est tout dévoué.

On se souvient qu'en avril, dans un pays voisin, l'Afghanistan, un putsch pro-soviétique a eu lieu et a porté au pouvoir le secrétaire général d'un parti pro-soviétique tout à fait fantôme : l'armée afghane avait été noyauté par Moscou.

Un autre aspect de la menace soviétique est constitué par les 2 500 kilomètres de frontière commune.

L'ATTITUDE DU SHAH

L'Iran est un pays du tiers monde. Il n'est pas à l'écart de la grande lutte du tiers monde pour la conquête de ses droits. Membre de l'OPEP, il a participé au combat des pays producteurs de matières premières.

La menace soviétique a contraint l'Iran à d'importantes dépenses militaires pour renforcer son armée. Et comme l'Iran dépend, dans ce domaine, des USA, cela ouvre la por-



te à un renforcement de leur influence. C'est dire la complexité de la situation.

Dans cette situation, le Shah a opéré un rapprochement avec les voisins arabes, l'Irak, les Pays du Golfe et l'Arabie saoudite. Un accord avec le premier a permis la cessation de l'état mi-guerre mi-paix qui durait depuis des années. (Le gouvernement irakien est confronté lui aussi directement aux menaces et à la subversion russes. Et il a compris la leçon de l'Afghanistan).

Certes, par rapport à d'autres pays du tiers monde, la politique du Shah apparaît comme moins avancée dans la lutte anti-impérialiste : ne disposant d'aucun soutien populaire, devant importer 50 % de la nourriture du pays, dépendant largement des USA pour son armement, le régime iranien ne peut mener une lutte conséquente pour l'indépendance, tout en continuant à opprimer et à exploiter aussi féroce-ment le peuple.

du Shah risque d'être de courte durée...

L'OPPOSITION RELIGIEUSE

L'opposition religieuse a joué un rôle de tout premier plan dans les révoltes de ces derniers mois en Iran. L'Islam chiite d'Iran est une religion dont la direction n'est pas unique. Au contraire, de nombreux chefs spirituels, des ayatollah, coexistent de manière

représentent depuis lors un certain contrepois au régime de celui-ci. Fort de trente millions de croyants sur les trente deux millions d'habitants que compte le pays, le mouvement religieux représente aujourd'hui une force d'opposition au régime fasciste du Shah. Cela explique que se soit retrouvés dans la rue, avec les masses populaires, dans une même révolte contre le pouvoir, tant les forces religieuses, héritières d'une tradition séculaire que d'authentiques révolutionnaires.

Un miracle économique iranien ?

La grande presse se plait parfois à dépeindre l'Iran comme le pays du « miracle économique ». Le pétrole aurait permis à l'Iran de passer sans transition du « néolithique au vingt et unième siècle ». L'origine en serait la révolution blanche, cette réforme agraire et économique édictée par le Shah en 1961. Cette réforme, en fait, ne profite en rien au peuple. La réforme agraire qui prétendait mécaniser et moderniser l'agriculture n'a abouti qu'à une plus grande concentration de la propriété. Deux cent mille paysans doivent chaque année quitter leur terre. Au niveau de la production agricole également, c'est la catastrophe : l'Iran doit aujourd'hui importer 50 % de sa nourriture. Quant aux rêves de développement et de prospérité industrielle que faisait le Shah, ils semblent laisser place à bien des désillusions. En 1974,

l'augmentation du prix du pétrole... et de ses rentrées financières l'avait conduit à déclarer : « (L'Iran deviendra) l'une des cinq grandes puissances industrielles du monde ». Conscient que les ressources pétrolières n'allaient durer qu'un temps et désireux d'asseoir durablement sa prospérité et celle des couches dominantes du pays, il s'était lancé dans une ambitieuse politique d'industrialisation visant notamment à développer l'industrie pétrochimique des dérivés du pétrole « Dans dix ans l'Iran ne vendra plus de pétrole, mais de l'aspirine » aimait-il à dire. Mais aujourd'hui l'industrialisation connaît bien des difficultés ; pays aux ressources fabuleuses, l'Iran est, situation paradoxale, un pays couvert de dettes. L'inflation s'y est élevée cette année à 25 % et tous ces fardeaux pèsent lourdement sur le peuple.

L'HUMANITE ROUGE - mardi 5 septembre 1978